

OU VA LE MONDE ARABE ? (IV)

Par Me Maurice Buttin, avocat honoraire.

Président du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient

Mon analyse de la situation en décembre 2013 concluait par ces dires : « La révolution arabe du printemps 2011 est loin d'avoir disparue. (...) Le Printemps arabe, s'il a eu des conséquences négatives, en a eu aussi des positives (...). Et l'on peut penser que la marche vers des Etats de droit, l'égalité des citoyens, la libéralisation politique, le respect pour les droits humains et civiques fondamentaux, pour la liberté de religion – sauf dans certains pays – et pour la liberté d'expression, ne sont plus au Maghreb et au Machrek des abstractions : des graines de changement ont été semées. Elles fleuriront à long terme ».

Pourtant, depuis, de nombreux observateurs évoquent désormais les « hivers islamiques » faisant suite au « printemps arabes » ! Si cela apparaît tel aux yeux du monde entier, ce n'est pas tout à fait exact partout. Il va aussi falloir constater et prendre conscience du rôle négatif de l'Occident, depuis des dizaines d'années, dans le cataclysme qui frappe le Moyen-Orient.

De fait, un pays, la **Tunisie** - le premier pays qui a vu le peuple se soulever contre son potentat, Zine El Abidine Ben Ali - montre le côté positif du « Printemps arabe ». Je rapportais il y a un an le retour optimiste d'un groupe de citoyens français ayant participé à un voyage d'études organisé par le réseau « Chrétiens de la Méditerranée ». Ils ne se sont pas trompés.

La Tunisie a adopté le 7 février 2014 une nouvelle Constitution avec 200 voix pour, 12 contre et 4 abstentions. Avec un certain retard, certes, mais en raison des débats interminables entre les diverses tendances élues à l'Assemblée nationale constituante, qui existent au sein même de la société tunisienne. Elle est, en définitive, le fruit d'un compromis entre le parti islamiste Ennadha – à la tête du gouvernement après les premières élections - et les forces de l'opposition. Elle consacre un exécutif bicéphale, accorde une place réduite à l'Islam et, pour la première fois dans l'histoire juridique de monde arabe introduit ,et la **liberté de conscience** au milieu des autres libertés (ce qui est révolutionnaire), et l'objectif de parité hommes-femmes dans toutes les assemblées élues. La charia n'est pas source de droit.

Des élections législatives ont suivi le 26 octobre dernier afin d'élire l'Assemblée des représentants du peuple pour un mandat de cinq ans. Le parti Nidaa Tounes est arrivé en tête du scrutin, mais sans majorité absolue, alors qu'Ennadha, en fort recul, ne termine que deuxième. L'opposition du premier aux islamistes lui a valu d'être assimilé à un « parti laïque » par les médias français, ce qui est inexact et a irrité au plus haut point les Tunisiens. Le premier tour de l'élection présidentielle a eu lieu le 23 novembre. Aucun candidat n'a remporté la majorité absolue. Un second tour est prévu le 21 décembre entre le chef de Nidaa Tounès - âgé de 88 ans, ancien ministre sous Bourguiba et président du parlement sous Ben Ali - Béji Caïd Essebsi et le président sortant Moncef Marzouki, réputé proche d'Ennahdha.

Cela dit, comme tous ses voisins, le pays est inquiet de tout ce qui pourrait le déstabiliser, et notamment en raison de sa proximité avec la Libye. Paradoxe : d'un côté, la Tunisie a courageusement accueilli près de 1,8 million de réfugiés libyens pour près de 11 millions d'habitants ; de l'autre, il existe une solidarité active entre les groupes salafistes libyens, qui ont tué l'ambassadeur américain en Libye en septembre 2012, et les groupes tunisiens qui se sont attaqués quelques jours plus tard à l'ambassade étasunienne à Tunis. Ainsi, il est certain que la situation de chaos en Libye a joué dans la défaite des islamistes aux élections. Dans ce contexte le gouvernement et l'armée algérienne sont désormais des alliés potentiels de la Tunisie.

Qu'en est-il de la situation en **Algérie** ? Celle-ci vient de célébrer le 60^{ème} anniversaire du déclenchement de sa guerre d'indépendance, le 1^{er} novembre 1964. Son immobilisme est l'impression la plus frappante. Pour certains, plus un risque de tous les dangers qu'un gage de stabilité.

Le président Abdelaziz Bouteflika - 77 ans -, malgré ses graves ennuis de santé, a été réélu pour la 4^{ème} fois à la présidence de la République, le printemps dernier. Il a obtenu près de 82 % des voix, mais pour un taux de participation de moins de 52 %. Écœurés par le système toujours en place depuis l'indépendance, les Algériens ne se sont pas déplacés en masse pour le réélire. Son principal rival, Ali Benflis (12,18 % des voix), s'est même permis de dénoncer « une alliance entre la fraude, l'argent suspect et des médias vendus »... A quelques mois de cette présidentielle, le chef de l'Etat avait démantelé les puissants services de renseignement et formé un nouveau gouvernement composé de fidèles.

Le président devrait maintenant tenir sa promesse d'une « République rénovée » et engager des réformes économiques pour rendre le pays moins dépendant du pétrole. Cela d'autant plus que cette unique recette s'effondre avec la chute du cours du baril. Or, le gouvernement vide peu à peu les caisses de l'Etat en continuant à poursuivre une politique d'assistanat auprès des masses populaires pour s'assurer une paix sociale (60 milliards de dollars par an !). Mais pour combien de temps encore ?

Le président devrait aussi, selon son directeur de campagne, « donner le pouvoir à la génération de l'indépendance » dans ce pays de près de 40 millions d'habitants, jeunes dans leur écrasante majorité, et dont les principaux dirigeants sont pour beaucoup septuagénaires.

Autre question : maintenir le pays hors des attaques des islamistes venus de l'extérieur. Pour cela un dispositif matériel impressionnant (miradors, murs de remblai, drones de reconnaissance) et militaires (forces aériennes et terrestres, gardes frontières) a été mis en place sur les 520 kilomètres qui séparent l'Algérie et la Libye.

Le Président, très diminué, avait été invisible pendant la campagne électorale. En rechute quelques semaines après, et de nouveau soigné en France, la question se pose aujourd'hui de savoir s'il est en mesure de diriger le pays, malgré les dires de ses acolytes qui affirment qu'il le gère et suit les dossiers.

En fait, dans une sorte « d'alliance sacrée », le pouvoir se partage entre militaires et affairistes et le frère cadet du président semble être l'homme fort du pays. Pour autant, on ne constate aucune vision politique. « *La reconduction de Bouteflika va consacrer la consolidation du statu quo* » observe le politologue Rachid Tlemçani.

La corruption règne en maître dans le pays. Et, à l'exemple de bien d'autres pays arabes, devant la situation socio-économique qui empire de jour en jour, la population se réfugie dans la religion, sous toutes ses formes.

Mais, qui donc succédera au président Bouteflika ? Qui remettra le pays sur pied ?

Les leaders de l'opposition, laïcs et islamistes, se sont rassemblés en juin dernier au sein d'une « Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique » (CNLTD). Mais ces démocrates seront-ils prêts pour reprendre le pouvoir en friche ? Rien n'est moins sûr.

Au **Maroc**, la situation n'a guère évolué. Le mouvement islamique arrivé au pouvoir (le PJD) y est toujours, mais très contesté par les autres partis politiques. La réalité du pouvoir, demeure en fait au sein du Palais royal, le roi Mohammed VI, entouré d'un large cabinet, composé d'anciens ministres, pour plusieurs ses amis de jeunesse au Collège royal.

Des élections communales, très attendues, devraient en principe se dérouler en juin 2015. En attendant, chasse est menée contre les jihadistes qui apparaissent de ci, de là ; en même temps, des difficultés sont faites à certaines des associations des Droits de l'homme. Et, la Fédération internationale des ligues des Droits de l'homme (FIDH) a rendu public le 25 novembre un rapport d'une mission d'enquête menée au Maroc en juin 2014 dénonçant l'usage disproportionné de la force contre les manifestants. Ce qui n'a pas empêché le Maroc, quasi le même jour, d'inaugurer la 2^{ème} édition du Forum Mondial des Droits de l'Homme, organisé à Marrakech.

En fait, le Maroc est toujours bien loin du « Printemps arabe. Mais, la situation est telle au Proche-Orient, avec la poussée des Islamistes extrémistes, que la population marocaine se retrouve dans son roi, suprême garant de la sécurité du pays. Et la société, dans son ensemble, continue à se retraditionaliser.

En **Libye**, l'œuvre « magnifique » du célèbre Bernard-Henri Lévy et du président Nicolas Sarkozy - la « croisade pour la démocratie » (?) - se perpétue de la plus belle manière qui soit : le pays est plus que jamais dans le chaos le plus total ! Nous assistons à des affrontements régionaux, tribales, claniques, religieux et mafieux. Une véritable guerre civile opposant libéraux nationalistes et fédéralistes divers aux islamistes plus ou moins radicaux.

Le pays semble aussi devenir une base d'entraînement pour les combattants islamistes (Aqmi et autres forces terroristes syriennes, tunisiennes, égyptiennes) qui prospèrent au milieu de l'anarchie ambiante, avec le soutien de la Turquie et du Qatar, qui fournissent du matériel, voire des combattants. Bien évidemment, cette situation entraîne des répercussions dans toute la zone sahélo saharienne, comme nous l'avons constaté au Mali.

Certes un général retraité, Khalifa Hatar, appris la tête en mai dernier, à Benghazi, d'une opération baptisée « Karama » (Dignité) pour « nettoyer le pays des islamistes ». Mais un mouvement armé « Fajr Libya » (Aube de la Libye) - regroupant des représentants de l'Islam politique, proche des Frères musulmans et des milices islamistes de Misrata - s'est révélé quelques semaines après en réponse.

A la suite de leur défaite aux élections de juin dernier, ces islamistes ont pris par les armes le contrôle de la capitale et de son aéroport. Ils ont imposé le maintien du Parlement sortant, le Congrès Général National (CGN), ainsi que la formation d'un gouvernement bis, dit de « salut de la Libye ». Du coup, la nouvelle Chambre élue - reconnue par la communauté internationale - s'est exilée dans la ville très orientale de Tobrouk...

Aujourd'hui on peut dire que les milices islamistes contrôlent les principales villes du pays et leurs aéroports - sans pour autant être toutes d'accord entre elles. L'Etat islamique verrait bien la Libye tomber dans le « califat ». Mais il exige pour cela la dissolution de toutes les milices existantes et leur ralliement à ce qui serait « l'armée de l'Etat islamique en Libye ».

En **Egypte**, l'élection présidentielle a eu lieu fin mai. Deux seules candidatures avaient pu être déposées. Sans surprise, l'ancien chef de l'armée et ministre de la défense Abdel Fattah Al-Sissi a été élu avec 96,91 % des voix... mais avec un faible taux de participa-

4

tion (47,5 %), très en deçà de ses espérances, en forte baisse par rapport à l'élection du leader des Frères musulmans Mohammed Morsi en 2012 ! Il a subi un incontestable échec. Quoiqu'il en soit, son élection marque le retour de l'armée égyptienne au pouvoir, comme depuis 1952, chute de la monarchie, sauf la courte parenthèse de l'islamiste Morsi.

On se souvient que des centaines de condamnations à mort avaient été prononcées contre les Frères musulmans, après des manifestations réprimées d'une manière très violente par le nouveau pouvoir. D'où le boycott du scrutin par les Frères. Celui-ci, au surplus, a été le théâtre d'un grand nombre d'irrégularités. Le nouveau pouvoir était allé jusqu'à prolonger le vote d'une journée en contradiction avec la loi, demander au secteur privé de laisser les employés aller voter, et annoncer que ceux qui ne voteraient pas devraient payer 500 livres égyptiennes d'amendes...

Le pays est depuis, sans conteste, sous la botte des militaires et, point éclairant, l'ancien président Hosni Moubarak a été blanchi par les Tribunaux, au grand dam bien sûr des militants révolutionnaires de janvier 2011 - dont certains sont même incarcérés aujourd'hui !

Les ONG se voient dans l'obligation de s'enregistrer auprès des autorités - comme le prévoyait une loi votée sous la présidence de Moubarak - et les libertés sont un peu plus restreintes chaque jour. L'air du soupçon règne. Les associations de défense des droits de l'homme sont vues comme des « agents de l'étranger »...

Cela dit, le président élu doit répondre aux défis qui attendent Egypte, et tout d'abord, rétablir son économie. Dans ce pays de plus de 80 millions d'habitants, un sur cinq vit encore sous le seuil de pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour et les jeunes réclament des emplois. Le tourisme, qui représentait plus de 11 % du PIB et faisait vivre directement environ 3 millions de personnes est en berne... Ses recettes ont diminué de 40 % en 2013, soit une baisse plus marquée qu'en 2011.

Il faut dire que la situation de chaos dans le Sinaï - hier terre bénie des touristes - est devenue un véritable enfer pour les forces de sécurité égyptiennes. Les trafics les plus variés y ont élu domicile : armes, drogue, être humains (africains qui tentent de pénétrer en Israël). La frontière entre les motivations idéologiques des islamistes et les activités crapuleuses est souvent tenue. Et, on y assiste à une recrudescence quotidienne des attaques contre les forces de sécurité, qui essayent de rétablir un minimum d'ordre. Ainsi, le 24 octobre, les islamistes du groupe Ansar Beit-al-Maqdis - fort de 2000 à 3000 combattants - ont, dans un attentat, tué au moins 30 soldats. C'est l'agression la plus meurtrière depuis l'été 2003.

Voici peu ce groupe djihadiste a prêté allégeance au prétendu « califat ». Il est évident que dans ce contexte le pouvoir a beau jeu pour limiter les libertés individuelles.

Au lendemain de l'attentat, le président Al Sissi avait promis une réponse implacable à « *la menace existentielle* » que représentent les djihadistes pour l'Egypte.

Estimant que ces « terroristes » sont pour partie des activistes palestiniens, membres du Hamas - qui se réclame des Frères musulmans - il a décidé, outre la fermeture, sauf exceptions, du terminal de Rafah - seul point de passage vers Gaza non contrôlé par Israël -, la création d'une zone tampon sur cette frontière, touchant la ville de Rafah. 800 maisons devaient être démolies dans un espace large de 500 mètres et long d'environ 10 kilomètres.

Le résultat de ce plan d'éviction, qui a touché de très nombreuses familles, est loin d'être garanti. En fait, les attentats de ces derniers mois sont revendiqués par des groupes djihadistes qui disent agir en représailles à la sanglante répression qui s'est abattue sur les partisans de Mohammed Morsi. Par ailleurs, ces groupes bénéficient du soutien des Bédouins locaux,

5

traités en parias par les gouvernements successifs égyptiens. Cette région manque de tout : écoles, dispensaires, hôpitaux...

De son côté, Israël a établi un « cordon sanitaire » aussi étanche que possible autour du Sinaï : une clôture bardée de caméras et de capteurs ultraperfectionnés sur les 230 kilomètres de la frontière avec l'Égypte. En effet, si les djihadistes essayent de déstabiliser l'État égyptien, ils n'en oublient pas pour autant « l'ennemi sioniste ». Ils ont ainsi à plusieurs reprises tirées des roquettes vers le sud d'Israël, en particulier sur Eilat. Ainsi est née une « sainte alliance » entre l'État d'Israël et l'Égypte. Celui-là ferme les yeux sur les violations de l'accord de paix de 1979 entre les deux pays, qui prévoyait une démilitarisation du Sinaï. Il s'en est suivi, sur le front diplomatique, un soutien sans faille du puissant lobby étasunien pro-israélien au Congrès contre toute velléité de Washington de couper dans l'aide militaire annuelle de plus de 1,5 milliard de dollars versée par les États-Unis à l'Égypte !

La situation des autres Etats arabes du Machrek est bien plus calamiteuse.

La **Palestine**, tout d'abord, vit toujours sous une occupation israélienne de plus en plus dure, et subit à Gaza, tous les deux ans, une guerre meurtrière. Après la première Intifada ou « Guerre des pierres » en 1987, une deuxième Intifada armée en 2000, nous assistons aujourd'hui à une résistance non-violente qui se développe chaque jour, voire peut-être au début d'une troisième Intifada, mais cette fois-ci individuelle.

Admise à l'ONU comme membre « observateur » le 29 novembre 2012, la Palestine recherche aujourd'hui une reconnaissance pleine et entière de la Communauté internationale - au grand dam de l'État d'Israël. La demande, qui devait être formulée devant le Conseil de sécurité le 17 décembre, sera-t-elle reçue positivement ou fera-t-elle l'objet d'un veto des États-Unis ?

Contrairement aux dires de certains, la question palestinienne continue à exister dans le monde arabe - même si elle n'a pas été centrale dans les processus révolutionnaires -, surtout auprès des masses populaires qui contestent toujours « l'entité israélienne ».

Le **Liban** résiste pour l'instant à la déferlante islamiste, mais pour combien de temps ? Il faut dire que, selon l'ancien ministre Georges Corm : « *Le Liban, ou plutôt la société*

libanaise a une capacité de résistance à tous les malheurs possibles et inimaginables », cela après 15 années de terribles déchirements entre 1975 et 1990 avec 160 000 morts et 18 000 disparus...

Etonnant pays d'accueil : le nombre de réfugiés syriens sur son sol – plus d'un million – ce qui représente le quart de la population !

Mais, les attentats se succèdent à Beyrouth et on assiste à des escarmouches entre djihadistes sunnites, hommes de l'Etat islamique, et partisans du Hezbollah chiite pro-Assad. L'armée libanaise ne pouvant faire face, la France a décidé récemment de lui fournir des armes - payées par l'Arabie saoudite.

Le pouvoir est toujours réparti par communautés religieuses. « *Système aberrant* » selon G. Corm « *courroie de transmission des influences étrangères* ».

La **Syrie** est pour sa part dans un état de destruction catastrophique. L'économie du pays est totalement effondrée, et tout ce qui reste du pays est un champ de ruines. La guerre civile a fait sans doute, plus de 200 000 morts en quatre ans et le HCR estime, sur 22 millions

6

de personnes avant guerre, à plus de 7 millions le nombre de Syriens déplacés à l'intérieur des frontières du pays, aux quels s'ajoutent plus de 3 millions ayant fui à l'étranger Liban, Jordanie, Irak, voire Turquie !

La perspective change, malgré tout, selon le lieu où l'on se situe. Vivre à Damas, sous le contrôle du pouvoir, n'a rien à voir avec ce que vivent les citoyens frappés par la logique meurtrière des islamistes du Daech - qui occupe le tiers du pays dans le nord est -, encore que la sécurité dans la capitale soit loin d'être bonne, surtout dans les quartiers extérieurs à majorité chiïtes.

La « rébellion » - l'opposition au régime, très divisée - frappe toujours, mais elle n'est pas en mesure de remporter une victoire décisive. Les Occidentaux et leurs alliés arabes pensaient quel les jeux étaient faits et qu'il suffisait d'attendre quelques mois pour que le régime s'effondre. Ils se sont lourdement trompés. Si certains Syriens semblent toujours peu convaincus du maintien du régime - dont l'armée ne protège, en fait, que partie de la capitale et contrôle la côte, sans plus - ce n'est pas le cas de celui-ci et de ses fidèles soutiens, qui accusent l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie d'armer et de financer les rebelles, qualifiés de « terroristes ».

Outre la partie du pays aux mains du Daech, les druzes assurent la défense de leur région (au sud) et les Kurdes (au nord, près de la frontière turque), poursuivent leur projet national. Il faut aussi noter le rôle des militants du Hezbollah libanais dans les affaires syriennes.

Début novembre, le président Assad a affirmé qu'il était prêt à étudier un plan de l'ONU proposant un gel des combats à Alep, 2ème ville du pays. L'émissaire de l'ONU cherche à instaurer des zones de cessez-le-feu pour permettre la distribution de l'aide humanitaire.

Il semble aussi y avoir une volonté internationale pour tenter de trouver une solution pour voir cesser la guerre civile. Mais, pour l'instant ces efforts restent vains. La Russie, pour sa

part, continue à soutenir le président Assad. Elle veut tenter d'organiser un « dialogue syro-syrien » à Moscou, incluant des opposants « indépendants » de la Coalition de l'opposition, principal groupe opposé à Assad...

La situation en **Irak**, est toujours plus que trouble. Le pays a touché le fond. Des attentats succèdent aux attentats, en particulier à Bagdad. Les Etats-Unis et l'Iran se sont mis d'accord pour que Haïdar al-Abadi succède au Premier ministre, Nouri al-Maliki - placé à la tête du pays par les étasuniens - détesté par les sunnites pour avoir placé à tous les postes importants du pays des chiites. Les premières mesures adoptées montrent que le gouvernement ne pratique plus aucune discrimination, avec même des postes confiés à d'anciens bureaucrates de l'ère Saddam. La peur de l'E.I. semble avoir uni les victimes...

Cela dit, le pays est aujourd'hui de facto divisé en trois régions ethniques : le Kurdistan, le centre sunnite et le sud chiite. Le rétablissement de l'unité de l'Irak et la paix civile passe par le vote d'une nouvelle Constitution adaptée aux réalités du pays ; l'organisation de législatives véritablement démocratiques ; et l'élection d'un leader qui ne soit pas choisi à Téhéran ou à Washington. Et une victoire contre Daech...

L'Etat islamique (sunnite) - le **Daech**, comme l'appellent les Occidentaux - proclamé comme tel, sous la direction du « calife » lui aussi auto proclamé, Abou Bakr al-Baghdadi - s'il est encore en vie, après de récents raids aériens -, contrôle désormais de vastes territoires en Irak, au nord et à l'Est de Bagdad, et en Syrie, dans de larges zones dans le nord et le nord-est du pays. Il dispose de stocks d'armes américaines ultra-modernes abandonnés par les troupes irakiennes. Il a obtenu l'allégeance de tribus sunnites vivant près du Kurdistan.

7

Combattu par les forces irakiennes réorganisées, les forces syriennes et celles de la coalition - pour l'instant des bombardements réguliers et l'envoi de centaines de conseillers militaires étasuniens, britanniques, iraniens et français - le Daech a cédé du terrain. Il détient pour autant 7 champs pétroliers et, toujours, les raffineries de pétrole de Mossoul. Cette manne, vendue en particulier à la Turquie à bas prix, constitue la plus grande partie de son budget, auquel s'ajoute, lors de son avance foudroyante, le pillage des banques, maisons et autres, détenues par des chiites et chrétiens chassés des lieux manu militari. Il ne faut pas négliger non plus ses parrains à l'origine : l'Arabie saoudite, au nom de son hostilité religieuse et politique aux chiites, et le Qatar, même si ceux-ci détestent les Saoudiens

L'E.I. a nommé des walis (préfets). Il collecte l'impôt et les taxes douanières. Il a créé des institutions caritatives grâce à la *zakat*. Les fonctionnaires ont eu ordre de rester à leur poste. Bref, selon certains observateurs un véritable Etat s'est organisé, à qui il ne manque que la reconnaissance au niveau international... qui n'est pas pour demain !

Depuis des semaines les forces de l'E.I. essayent de prendre la ville kurde syrienne de Kobané à la frontière turque, défendue vaillamment par des résistants kurdes, sous l'oeil des forces turques voisines qui ne bougent pas. Ces combats ont réouvert des fractures anciennes en **Turquie** même, où les Kurdes du PKK ont manifesté dans toutes les régions kurdes, début octobre, s'attaquant à tous les symboles du pouvoir, jusqu'à des statues de Mustafa Kémal ! Le gouvernement a réagi en faisant intervenir l'armée. Des dizaines de manifestants ont été tués, des centaines blessés.

Le président turc, Erdogan, a déclaré le 7 octobre : « *La Turquie est autant contre (...) l'E.I., que contre (...) le PKK* ». Pour lui, deux organisations terroristes qu'il est préférable de laisser s'entretuer indéfiniment ! Hantise, en effet, de voir une entité kurde autonome, dominée par le PKK, s'établir durablement en Syrie... En fait, la Turquie aide aussi l'E.I. en refusant d'aider militairement les Kurdes de Kobané, en laissant passer sur son sol de futur djihadistes, en particulier européens ; en soignant dans ses hôpitaux des djihadistes de l'E.I. ! Double jeu incontestable mené par Erdogan, malgré la pression des Etats-Unis, qui ont obtenu l'intégration de la Turquie dans la coalition formée contre Deach...

La crise syrienne, malgré tout, en débordant des frontières du pays, a fait peser une sérieuse menace de déstabilisation de la Turquie. Mais, pas par le seul PKK. Les djihadistes de l'E.I. posent aussi des problèmes à ce pays, sur lequel pèse une véritable épée de Damoclès. Des militants favorables à l'E.I. commencent à apparaître dans cet Etat même. Des centaines de Turks combattant dans ses rangs, de retour dans leurs villes d'origine, constituent potentiellement des cellules clandestines prêtes à frapper au cœur de quelques villes turques. Il n'est pas question pour autant de guerre civile, comme en Syrie.

Les Etats-Unis et leurs alliés (une quarantaine de pays ?) se contentent donc pour l'instant de frappes aériennes contre Deach. Il est évident que cela sera très insuffisant si l'on veut accomplir la promesse d'Obama de le débiliter et le détruire. Son armée représente une centaine de milliers de membres - bien entraînés et endoctrinés idéologiquement - bien plus que les estimations données par la CIA (32 000 hommes !). Ils peuvent enrôler les jeunes des territoires qu'ils contrôlent - un tiers de l'Irak et de la Syrie, avec une population de 10 à 12 millions de personnes - et compter sur les « renforts » venus des pays arabes, africains ou européens... Chez les jeunes anti-système, le djihad a remplacé le mythe de la Révolution ...

Deach a, notons-le, déjà infligé des défaites à l'armée irakienne (qui a fui en lui laissant un équipement militaire US très important) ; à l'armée syrienne ; aux rebelles syriens et aux peshmerga kurdes. Parallèlement à la diffusion sur la toile de leurs atrocités qui terrifient leurs adversaires, Deach a développé diverses tactiques : utilisation d'artillerie et de tanks pris à l'adversaire ; attaques suicides, mines, tireurs d'élite... Les frappes aériennes commencées le 8 août ont tout de même stoppé la marche triomphale de l'E.I. sur Bagdad.

8

La poussée fulgurante de l'E.I. commence à inquiéter sérieusement ceux qui l'ont enfanté ! Un tract de cinq pages d'émanation saoudienne est distribuée ces jours dans les mosquées de France pour rappeler « *la position islamique authentique* » vis-à-vis du terrorisme de Daech et Al-Qaïda « *ennemi numéro un de l'Islam* ».

Dans cette analyse globale, il ne faut pas oublier de mentionner le drame vécu par les centaines de milliers de **chrétiens d'Orient**, qui ont du fuir des pays - Irak, Syrie - où ils vivaient depuis toujours, bien avant même l'arrivée de l'Islam, abandonnant tous leurs biens. Maillon faible du bouleversement général vécu par le Proche-Orient, ils ne sont toutefois pas les seuls à être ainsi persécutés. C'est un peu trop oublié en Europe, où, sous les traits d'une démarche humanitaire, on choisit ses victimes - ce qui les fait un peu plus suspecter par les extrémistes musulmans... Il faut aussi leur associer les **Yasidis**, qui forment un groupe ethnique kurde, adepte d'un monothéisme issu d'anciennes croyances turques. Et, bien sûr, **les musulmans sunnites massacrés par les musulmans chiïtes et réciproquement**.

La responsabilité des Occidentaux dans cette situation désastreuse ?

L'émergence de l'E.I., après la montée en puissance d'Al Qaïda, est, il faut le souligner, à porter d'abord au compte des treize années dramatiques imposées à l'Irak par les Occidentaux, depuis la première guerre du Golfe en 1991, suivi d'un embargo meurtrier - qui a fait un million de morts surtout des enfants par la famine - ; l'invasion et l'occupation du pays par les Etats-Unis en 2003 ; la politique sectaire du chiïte Nouri al-Maliki installé par les étasuniens.

Nous pouvons d'ailleurs remonter encore plus loin : la trahison des Arabes en 1920, par la Grande-Bretagne et la France se partageant la Grande Syrie (Les accords Sykes-Picot), alors qu'un grand pays leur avait été promis en 1916, s'ils se soulevaient contre l'Empire ottoman, qui occupait la région depuis quatre siècles.

Ajouter à cela le partage de la Palestine mandataire en 1947 et la création de l'Etat d'Israël, suite à la promesse faite aux Juifs en 1917 d'un « *Foyer national juif en Palestine* » ; le refus de cet Etat de reconnaître un Etat palestinien à l'ouest du Jourdain, avec son immunité assurée jusqu'à ce jour par les Occidentaux. Le cardinal Boutros Raï, patriarche maronite d'Antioche et tout le Moyen-Orient n'hésitant pas à dire que « *Le fondamentalisme a été forgé avec des armes et de l'argent des Occidentaux* » a ajouté : « *Je suis convaincu que le conflit entre Israéliens et Palestiniens est le grand foyer et il doit être résolu si nous voulons la paix dans la région* ».

Sans oublier la contestable alliance avec l'Arabie saoudite, qui a développé à travers tout le Machrek, voire le Maghreb, son wahhabisme radical : pétrole oblige !

En guise de conclusion, toujours provisoire.

Le monde arabe, qui aime évoquer son unité, est plus éclaté que jamais. Régime irakien et régime syrien contrôlent leur capitale, mais pas grand-chose comme territoire. L'E.I. - ce monstre apparent - est installé sans doute pour longtemps dans ses conquêtes. L'important conflit politico-religieux entre les minoritaires de l'Islam, les chiïtes, sous la tutelle de l'Iran et les sunnites, habitués à dominer la scène arabe, enflamme la région. Ajoutons la non reconnaissance de l'Etat palestinien, la désagrégation de la Libye, le retour des militaires en Egypte, la recrudescence de la violence de l'intégrisme religieux... Trois ans après le « printemps arabe » l'hiver s'est installé pour un temps. Mais la Tunisie donne l'exemple de ce que pourrait être demain un monde arabe évoluant vers l'inéluctable démocratie.